

Entre l'usine et la ville

La réflexion sur la classe ouvrière est traditionnellement fondée sur l'échange et l'utilisation de la force de travail qu'elle représente. Ceci suppose que l'étude des comportements ouvriers soit toujours effectuée à partir du lieu de travail, en l'occurrence, l'usine. Il en résulte que l'étude de la reproduction de la force de travail a été, soit reléguée à un second plan, soit totalement oubliée. Cette façon de faire est sous-entendue à l'idée que l'activité de reproduction est régie par des logiques engendrées par l'usine même, et dont la plus concrète est celle de l'autonomie et de la dépendance salariale. Autrement dit, la reproduction de la force de travail est censée s'organiser autour du salaire.

Dans les sociétés à modernisation tardive, comme la société équatorienne, les logiques productives nées du processus d'industrialisation n'ont pas réussi à structurer solidement l'ordre social. Nous pensons donc que l'activité de reproduction est régie aussi par une logique qui lui est propre et dont il faut tenir compte dans toute étude de la classe ouvrière qui se veut sérieuse. C'est donc dans cette perspective que nous avons analysé les ouvriers du textile à Quito, qui constituent l'un des principaux noyaux du prolétariat industriel équatorien.

Notre étude s'est limitée à trois entreprises représentatives des différents niveaux de technicisation et de modernisation de la branche textile. La plupart des ouvriers sont des hommes d'âge moyen, possédant un certificat d'éducation primaire et une certaine qualification. On trouve des femmes seulement dans l'usine la moins modernisée, et une quantité significative de main-d'oeuvre de moins de 25 ans seulement dans l'usine la plus avancée du point de vue technologique.

Grâce à l'étude de la dimension salariale, nous constatons qu'il existe un rapport inverse entre la productivité et le salaire de base. Les ouvriers de l'entreprise la plus modernisée perçoivent des rémunérations moins élevées que ceux de l'entreprise technologiquement moins avancée. L'organisation et l'action syndicales semblent donc jouer un rôle déterminant dans le domaine salarial. Cependant, si nous examinons d'autres postes salariaux (tarif des heures supplémentaires ou complémentaires, primes, allocations et indemnités définies par les

(*) C.A.A.P. Quito - Equateur

conventions collectives, distribution des bénéfiques, etc), les écarts tendent à disparaître. On en conclut que, au niveau salarial, la force de travail analysée présente des caractéristiques similaires dans ses possibilités de reproduction.

Néanmoins, ces rémunérations s'avèrent souvent insuffisantes. La principale manifestation de cette insuffisance est que presque le quart des ouvriers sont obligés de trouver une source de revenus supplémentaire (le tiers dans l'entreprise moins modernisée et presque la moitié dans celle technologiquement moyenne ; au contraire, ce pourcentage est très bas dans l'entreprise la plus modernisée du fait probablement de l'existence du système de roulement 3 x 8 qui permet un contrôle plus strict du « temps libre » des ouvriers, limitant ainsi leurs possibilités de travail complémentaire). La recherche de ces sources complémentaires de revenus dirige les ouvriers vers des secteurs non industriels où prédominent les rapports non salariaux, autrement dit, vers le travail à son propre compte. On constate ainsi un processus de *déprolétarianisation* partiel.

La deuxième manifestation de l'insuffisance salariale est constituée par le fait que d'autres membres de l'unité domestique sont obligés d'avoir une activité rémunérée. Ce phénomène se produit dans la moitié des cas et s'observe deux fois sur trois dans l'entreprise moyennement modernisée (ou dans chaque foyer il y a pratiquement deux salariés). L'incorporation d'autres membres du foyer au marché du travail montre que les rapports non salariaux ont le même poids que les rapports salariaux. En fin de compte, ce que ce phénomène illustre, c'est l'hétérogénéité du marché du travail projetée à l'intérieur de l'unité domestique. Ceci suppose que, à condition de ne pas considérer le processus de prolétarianisation en termes strictement individuels, les tendances de son caractère partiel s'accroissent.

Enfin, la troisième expression de l'insuffisance salariale est constituée par les activités non rémunérées liées au travail domestique. D'une part, les aides, à l'exception de celles accordées dans l'entreprise moins avancée technologiquement, ne semblent pas être significatives. (Nous devons néanmoins signaler que l'enquête utilisée sous-estime cette dimension). Mais d'autre part, se développent des activités d'autosubsistance – basse-cour, potager, couture – presque dans la moitié des cas (et dans plus du quart des unités domestiques des ouvriers de l'entreprise la plus modernisée). Ces activités révèlent, dans certains cas, une sorte de retour à la vie rurale dans l'espace urbain, sans pour autant constituer une permanence du mode de vie traditionnel, mais plutôt des manifestations inédites de la modernité en tant que fruit du développement spécifique de la relation au capital dans ce type de sociétés.

Dans un contexte comme celui qui vient d'être analysé, nous ne pouvons donc pas parler de l'existence généralisée d'un seul salaire familial. La nécessité pour le chef de famille d'avoir des revenus complémentaires, les apports financiers d'autres membres de l'unité domestique et le recours à des activités non rémunérées constituent les preuves de l'insuffisance salariale. En fait, ce n'est que dans 20 % des cas que le processus de reproduction de la force de travail dépend et s'organise autour du salaire ouvrier. (Ce phénomène a une certaine

importance dans l'entreprise la plus modernisée, mais il est insignifiant dans les deux autres).

Le corollaire de cette insuffisance est constitué par le phénomène de prolétarianisation incomplète : le quart des ouvriers seulement peuvent être considérés comme pleinement prolétariés. Même dans l'entreprise technologiquement la plus avancée, où, par rapport au salaire individuel, la quasi-totalité de la force de travail pouvait être considérée comme pleinement prolétariée, ce pourcentage est réduit de moitié. L'insuffisance salariale et la prolétarianisation incomplète confirment que le processus de reproduction de la force de travail a lieu dans un contexte hétérogène qui n'est pas régi que par des logiques propres à l'usine.

Nous avons exploré les contours de cette hétérogénéité à travers l'analyse de plusieurs unités domestiques, déplaçant l'objet étudié du site de l'usine à celui de la reproduction même. Cette perspective fait ressortir les trois phénomènes suivants.

1) L'unité analytique (l'ouvrier et son unité domestique) utilisée jusqu'à maintenant, perd sa valeur opérationnelle. Nous nous apercevons que l'unité de résidence (domestique) ne coïncide pas nécessairement avec l'unité familiale (siège des processus biologiques de procréation et de sexualité, et des relations parentales), ni avec l'unité économique (groupe de personnes partageant une grande partie de ce qui est consommé, gérant en commun les différents moyens dont ils disposent, surtout leur force de travail, pour garantir leur reproduction matérielle). Ces différents niveaux ne coïncident pas nécessairement et montrent que la logique d'atomisation et de réduction imposée par le marché du travail se heurte à une forte résistance. La reproduction de la capacité de travail se réalise dans un cadre où logement, famille et consommation jouissent d'une certaine autonomie, assouplissant ainsi la rigidité imposée par le marché.

2) La satisfaction des besoins de reproduction les plus élémentaires nous montre que le type de consommation ne se limite pas à celui de la consommation massive. L'intégration entre production et consommation, propre à la logique définie par Ford et implicite dans l'industrie de substitution, ne se fait pas. Comme nous l'avons démontré à maintes reprises, nous constatons une nouvelle fois que les activités dites non conventionnelles contribuent de façon significative à la reproduction de la force de travail (favorisant ainsi un processus de valorisation qui lui est propre car sa rémunération se situe en-dessous de sa valeur d'échange). Mais ces activités ne sont pas de nature exclusivement marchande. Les activités d'auto subsistance et les réseaux d'échange (fondés sur la réciprocité) constituent d'importantes modalités de consommation. Ce fait nous suggère que le secteur non conventionnel ne doit pas seulement être défini par rapport au marché (ce ne serait à ce moment-là que le reflet du secteur conventionnel), mais qu'il doit l'être également en termes positifs, par rapport au domaine de reproduction.

3) Enfin, nous devons signaler un phénomène peu sensible dans la première phase de notre réflexion : l'existence de réseaux d'échange à des fins d'aide et de solidarité. Bien que les résultats des enquêtes nous aient montré que les aides extérieures à l'unité domestique n'ont pratiquement pas d'incidence, dans la quasi-totalité des cas étudiés cependant nous avons détecté leur présence. Ces réseaux permettent la circulation et l'échange de ressources diverses (nourriture, services, etc), et se fondent non seulement sur la famille, mais aussi sur le voisinage et les amis ; on constate ainsi que ces réseaux constituent un élément indispensable pour la reproduction de la force de travail (bien qu'ils soient moins importants que ceux desdits « marginaux urbains »).

Le fait que la reproduction de la force de travail ne soit pas seulement régie par les logiques engendrées par la production, a des conséquences importantes. En premier lieu, cela suppose que les comportements ouvriers ne dépendent pas seulement de l'usine mais aussi de la ville (qui, au sens large du terme, est synonyme de reproduction). Deuxièmement, et c'est le corollaire de ce qui vient d'être dit, l'identité de ce type de facteurs sociaux ne se limite pas à l'identité obtenue dans le contexte de l'usine. D'une part, il y a la réalité domestique et ses activités d'autosubsistance (ce qui suppose que, dans ce milieu, non seulement on reproduit des valeurs de consommation mais qu'aussi on les y produit) et les réseaux d'aide et de solidarité familiales (qui permettent de dépasser l'atomisation imposée par le marché). D'autre part, il y a la réalité spatiale qui ne se limite pas au logement (qui est bien davantage qu'un simple habitat), mais qui s'étend au quartier permettant ainsi de définir d'autres identités, non pas individuelles (comme ce serait le cas avec le logement seul), mais plutôt collectives. En d'autres termes, dans le domaine de la reproduction, les ouvriers peuvent constituer et développer différentes identités, lesquelles, en partie, jouent un rôle de compensation par rapport aux phénomènes d'insuffisance salariale et de prolétarianisme partielle. Nous pouvons donc conclure que l'existence de la classe ouvrière équatorienne se déroule entre l'usine et la ville.